

ACTUALITE

Bagdad et Erbil : de mal en pis

Les relations entre le gouvernement fédéral de l'Irak, en particulier le **ministère du Pétrole**, et le **gouvernement régional du Kurdistan (GRK)** sont mauvaises ou très mauvaises depuis plusieurs années. On pouvait penser il y a quelques mois que les deux parties avaient touché le fond et qu'une amélioration, même modeste, était envisageable. On pouvait penser tout récemment que, face à la menace potentiellement mortelle de l'**Etat islamique (EI)**, Bagdad et Erbil allaient réussir à s'entendre, au moins temporairement face à un ennemi commun. Le constat à la mi-juillet est cependant que la situation s'est encore dégradée, ce qui confirme l'idée selon laquelle il est toujours possible (et facile) de faire pire.



Le durcissement récent dans les relations entre les deux parties a plusieurs explications :

- Dès le début de l'offensive foudroyante de l'EI - qui s'appelait alors EIL -, le GRK n'a pu résister à la tentation de critiquer très durement le gouvernement fédéral, le premier ministre, M. Nouri al-Maliki, et les forces de sécurité irakiennes pour leur incurie et leur incapacité à protéger leur population (PGA du 16.6.2014, p. 3). Le GRK ne faisait que dire tout haut ce que beaucoup pensent tout bas mais il y a un grand écart entre penser et dire, surtout dans des circonstances aussi dramatiques.
- Le GRK a été outré par les allégations de Bagdad qui l'a accusé de protéger des terroristes. Cette réaction a été aimablement qualifiée d'"*hystérique*" par le porte-parole de la présidence de la **région du Kurdistan irakien (RKI)**. Erbil a été un refuge pour les opprimés sous Saddam Hussein et nous accueillons maintenant des personnes qui fuient votre "*dictature*", a poursuivi ce porte-parole à l'attention de M. al-Maliki. L'EI n'a aucunement sa place dans la RKI alors que vous lui avez "*donné*" une partie du territoire et les actifs de six divisions de l'armée irakienne, a-t-il estimé. "*Vous avez détruit le pays et quelqu'un qui a détruit le pays ne peut pas le sauver des crises*", a-t-il conclu en appelant le premier ministre à la démission. Excellente ambiance ...
- Le GRK souligne que tout a changé après la chute de Mossoul et qu'il y aura un avant et un après. **Il faut tenir compte de la nouvelle situation sur le terrain** et les relations entre Erbil et Bagdad doivent être à présent envisagées de façon différente, répètent à l'envie les responsables kurdes. Personne ne peut contester que ce qui se passe en Irak depuis quelques semaines soit d'une importance cruciale mais, à Bagdad, de tels propos sont interprétés comme la manifestation d'une volonté de profiter des difficultés du pays pour avancer ses pièces sur l'échiquier, ce qui n'est pas particulièrement apprécié.
- Le président de la région du Kurdistan irakien, M. Masoud Barzani, a demandé le 3 juillet au parlement de la RKI de commencer les préparatifs en vue d'un **référendum d'autodétermination qui permettrait au peuple de la RKI de décider de son avenir**. Nous allons aider les chiïtes et les sunnites à sauver le pays mais le temps est venu pour nous de déterminer notre avenir, a expliqué M. Barzani. Nous ne devons plus attendre que d'autres le fassent pour nous, a ajouté le président de la RKI.

- A propos de l'EI, le GRK avait indiqué qu'il avait les moyens et la volonté de protéger les habitants de la région du Kurdistan irakien et qu'il se réservait le droit de sortir de cette zone pour intervenir ailleurs dans le nord de l'Irak. C'est ainsi qu'il a pris le contrôle de la ville clé et très disputée de **Kirkouk**. Officiellement, il s'agit de protéger la population mais, lorsque l'on rapproche cette avancée des propos rappelés plus haut sur le fait qu'il faut tenir compte des réalités sur le terrain pour bâtir de nouvelles relations entre Bagdad et Erbil, le gouvernement fédéral peut difficilement se réjouir de cette évolution.
- Le 11 juillet, les forces de sécurité du GRK ont pris le contrôle du champ pétrolier de **Bai Hassan et d'autres gisements voisins dans la zone de Makhmour**, ce qui a suscité de vives inquiétudes et critiques de la part du ministère du Pétrole qui a dénoncé cette action "*irresponsable*" qui constitue une "*menace pour l'unité nationale*" et a appelé le GRK à faire immédiatement machine arrière. Le GRK a justifié cette intervention en expliquant que certains responsables au sein du ministère du Pétrole auraient donné des instructions à la **North Oil Company** pour que celle-ci cesse toute coopération avec le GRK et fasse même en sorte que le nouvel oléoduc reliant le dôme d'**Avana** au champ de **Khourmala** – oléoduc construit par le GRK – ne puisse plus fonctionner.
- Comme expliqué par le **PGA**, les tensions politiques, juridiques et judiciaires se sont accrues dans les dernières semaines autour de l'exportation du brut de la RKI par un oléoduc vers la **Turquie** (PGA du 1.6.2014, p. 3, et du 1.7.2014, p. 7). Le fait qu'une partie de ce pétrole ait été destiné à **Israël** n'a pas arrangé les choses.
- Sur ce sujet très délicat des exportations de pétrole, le GRK a décidé d'exercer des représailles contre les obstacles que le ministère du Pétrole s'efforce de dresser à son encontre. Le 9 juillet, le GRK a indiqué que, comme la part de 17% des revenus pétroliers de l'Irak à laquelle il a droit ne lui était pas versée, le niveau fédéral et la **State Oil Marketing Organization (SOMO)** - ou toute autre partie de l'Etat - n'avaient plus le droit d'exporter du pétrole sans l'autorisation du GRK aux termes de l'article 112 de la constitution de l'Irak. Cela signifie, selon le GRK, que tous les acheteurs de pétrole irakien et tous ceux qui facilitent ces exportations sont impliqués dans des violations des droits du GRK sauf à payer au GRK la part de 17% des revenus qui lui revient. La RKI a menacé toutes les firmes et organisations concernées d'actions en justice pour protéger ses droits constitutionnels.

On peut légitimement penser que le point de non-retour est atteint dans les relations entre Bagdad et Erbil. On peut aussi estimer que le GRK ne peut que profiter de la crise politique actuelle qui affaiblit objectivement le premier ministre. Cela dit, M. al-Maliki est toujours là ; il n'a pas l'intention de démissionner ; il compte sur la mobilisation de la communauté chiite qui n'entend pas se faire voler sa victoire dans les urnes ; l'**Iran** et la **Russie** aident le régime en place face à la menace de l'EI ; les Etats-Unis continuent à peser en faveur du maintien d'un Irak unifié ; le GRK rencontre de très grandes difficultés pour exporter le pétrole de la RKI ; la Turquie, qui a conclu des accords énergétiques avec la RKI, ne tient pas à pousser le bouchon trop loin et trop tôt ; et la situation budgétaire de la RKI est très difficile, ce qui alimente des tensions politiques et sociales en son sein.

Il y aura très probablement un avant et un après la chute de Mossoul. Mais personne ne peut dire aujourd'hui à quoi ressemblera exactement cet après.

Francis Perrin

L'Iran peaufine son ouverture vers l'international

Au moment de la publication de ce numéro de **Pétrole et Gaz Arabes** (PGA), il ne restait que quelques jours aux négociateurs de l'Iran et des 5+1 [les cinq membres permanents du **Conseil de sécurité des Nations unies** et l'**Allemagne**] pour parvenir à un accord définitif sur le **programme nucléaire iranien**. Cela dit, la date du 20 juillet fixé par l'accord intérimaire de Genève en novembre dernier n'est pas un couperet car les deux parties peuvent d'un commun accord décider de prolonger les discussions si elles estiment que les choses avancent dans la bonne direction mais qu'il faut plus de temps pour achever les négociations.

Quoi qu'il en soit, l'Iran poursuit ses préparatifs en vue de réintégrer les marchés internationaux et d'accueillir plus d'investisseurs étrangers. Vice-ministre du Pétrole et directeur général de la **National Iranian Oil Company** (NIOC), M. Roknoddin Javadi a indiqué à la fin juin que l'Iran pourrait fournir suffisamment de pétrole pour compenser toute pénurie de brut sur le marché sous réserve d'un délai de trois mois, selon l'agence officielle *Shana*. Ces déclarations sont évidemment beaucoup trop optimistes et chacun sait bien que seule l'**Arabie Saoudite** a les moyens de jouer ce rôle dans un tel délai. La NIOC ne l'ignore pas, bien sûr, mais de tels propos ont pour but de montrer que Téhéran entend jouer un rôle positif sur les marchés et se comporter comme un acteur responsable. De plus, l'Iran tente de tirer profit des tensions actuelles sur les marchés compte tenu de la situation en **Irak**, en **Libye** et en **Syrie**, sur le plan pétrolier, et de la **crise russo-ukrainienne**, sur le plan gazier. Il est en tout cas clair que, dans une perspective de moyen et de long terme, l'Iran a un potentiel de développement considérable si certaines conditions politiques externes et internes sont remplies.

La NIOC a réaffirmé sa volonté d'accélérer le développement des **champs partagés** avec d'autres pays et a nommé M. Saifollah Jashnsaz à la tête de son **département de la supervision de la production pétrolière et gazière**. M. Javadi a précisé que l'une des principales tâches de ce département était de mettre en place les conditions pour permettre une augmentation de la production et des exportations pétrolières au plus haut niveau possible dans le temps le plus court possible en cas de levée de sanctions. La production des champs partagés devra en particulier être poussée à la hausse le plus rapidement possible, a expliqué le directeur général de la compagnie nationale. La **National Iranian South Oilfields Company** (NISOC) entend porter sa production à **plus de 3 millions de barils par jour**. Pour le gaz naturel et les liquides, **South Pars** est un atout essentiel dans la perspective de l'accroissement de la production et des exportations (voir Actualité dans notre édition du 1er juillet 2014).

La **National Iranian Gas Company** (NIGC) prévoit d'augmenter de 35 000 kilomètres le réseau gazier au cours de l'année iranienne actuelle, qui s'achève en mars 2015. Les lignes et stations **IGAT** sont notamment concernées en vue de faciliter les exportations vers la **Turquie**, l'**Europe**, l'**Irak** et d'autres pays de la région du Golfe. L'ensemble des sociétés nationales entend apporter sa pierre à l'édifice. La **National Petrochemical Company** (NPC) poursuit ses efforts pour augmenter et diversifier la production pétrochimique de l'Iran.

La NIOC vient par ailleurs d'adopter de nouvelles dispositions concernant les **appels d'offres** et celles-ci seront transmises au **ministère du Pétrole** pour validation. De source officielle, on souligne que les principaux objectifs de ces modifications sont d'accroître la transparence et d'encourager le secteur privé à jouer un rôle plus important dans le secteur des hydrocarbures. L'**Iranian Offshore Oil Company** (IOOC) veut attirer des investisseurs étrangers pour développer dix champs dans le Golfe [Shana en cite neuf, **Resalat**, **Esfandiar**, **Arash**, **Reshadat**, **Towsan**, **Mahshahr**, **Farzal**, **Alfa** et **Norouz**]. L'appel aux investissements étrangers n'est pas non plus exclu pour les huit projets de **petites raffineries de condensats** à **Assaluyeh**. L'objectif premier était de solliciter le secteur privé iranien mais, si celui-ci n'était pas intéressé ou pas à la hauteur de la tâche, l'ouverture vers l'international ne semble pas exclue.

La NIOC ne manque pas de projets et tous ne seront pas forcément réalisés dans les délais prévus. Les ambitions sont en tout cas au rendez-vous et l'une de celles-ci est de faire de l'île de **Qeshm** un hub énergétique d'ici une dizaine d'années. Cela passerait par le **développement de champs pétroliers et gazières** au large de cette île [le gisement de **Hengam** est en exploitation mais la NIOC cite **Hormuz, Taftan** et **Tosan** comme candidats pour des développements futurs] et par la **génération d'électricité** à partir du gaz de la région. L'Iran envisage d'exporter de l'électricité, ce qui est une façon indirecte d'exporter du gaz en l'occurrence. Les volumes en place de pétrole et de gaz à Qeshm ou autour de l'île sont évalués officiellement à 4 milliards de barils et à 10 000 milliards de pieds cubes respectivement. Pour la pétrochimie, la NPC estime à **\$33 milliards** les besoins d'investissement pour financer des projets dont la capacité globale serait de **55 millions de tonnes par an**.

A l'occasion du *Congrès mondial du pétrole*, qui s'est tenu à Moscou à la mi-juin, la **Russie** et l'Iran ont évoqué les possibilités de coopération énergétique bilatérale, en particulier dans le secteur du **gaz naturel**. Les deux pays occupent les deux premières places en matière de réserves gazières prouvées, ce qui peut donner lieu à diverses opportunités de partenariat. **Gazprom** et la NIGC vont créer un groupe de travail pour étudier des actions communes pour la fourniture d'équipements, le transfert de technologies et le financement de projets et les deux parties ont évoqué l'accès aux marchés internationaux. Les deux pays ont aussi parlé de construction d'infrastructures gazières et de pipelines et de participation de sociétés russes à de grands projets en Iran. Il reste cependant à voir si Moscou et Téhéran ne sont pas plus concurrents que partenaires potentiels, comme on le laissait entendre encore récemment au **ministère iranien du Pétrole**. Dans cette hypothèse, les résultats concrets de cette coopération pourraient rester très limités si l'Iran obtenait la levée des sanctions et pressions économiques occidentales.

Francis Perrin